

Des milliers de manifestant(e)s se sont mobilisé(e)s mercredi 17 janvier dans une cinquantaine de villes du pays pour défendre le peu qu'il reste du droit à l'avortement en Pologne, menacé pour de bon par le national-conservatisme qui sévit au pouvoir.

Varsovie (Envoyée spéciale) - Ils et elles étaient quelques milliers mercredi en soirée à braver la neige et le froid dans la capitale polonaise, après l'échec du projet de loi [libéralisant l'IVG](#) porté par la société civile et « saboté » par l'opposition le 10 janvier dernier. Alors que dans le même temps, un projet de loi concurrent visant à durcir la législation sur l'IVG est, lui, passé en première lecture au parlement.

« *Rends ton mandat, demande pardon aux Polonaises* », scande une foule compacte, pacifique et emmitouflée face au siège du parti de centre-droit, la Plateforme civique (*Platforma Obywatelska*, PO). Les 29 députés du principal parti d'opposition à s'être abstenus lors du vote au parlement (et les 3 qui se sont exprimés contre) sont nommés un à un. « *On veut l'éducation sexuelle, pas l'endoctrinement* », continuent les manifestants, qui se mettent en route vers le rond-point Charles de Gaulle.

Ils marquent ensuite un arrêt à proximité des bureaux de Moderne (*Nowoczesna*), l'autre parti d'opposition jugé responsable du fiasco du 10 janvier. Ses députés abstentionnistes sont hués à leur tour. « *Tous ces parlementaires devraient renoncer à leur siège* », estime Ewa Pliszka, venue avec son mari. « *Ils ont rejeté toute possibilité de dialogue sur l'avortement* », poursuit la retraitée de 68 ans. « *Je suis pour le droit des femmes. Ceux qui se prononcent contre n'ont qu'un message envers ces femmes en proie à une grossesse non désirée : vous pouvez crever ! Le futur de l'IVG en Pologne va dépendre de notre mobilisation* ».

Si le Parlement vote le nouveau projet, l'IVG sera interdit même quand le fœtus présente une malformation ou une maladie incurable. Les Polonaises ne pourront donc plus avorter légalement que si leur vie est en danger, ou si leur grossesse résulte d'un viol ou d'un inceste.



Crédit photo : Hélène Bienvenu.

Quelques drapeaux arc-en-ciel se mêlent aux banderoles des manifestants, ainsi que l'étendard violet de Razem, un petit parti non-parlementaire connu comme le *Podemos* polonais. Tous sont rassemblés par la « [Grève générale des femmes](#) », le collectif qui avait obtenu le [retrait d'un projet de loi anti-IVG](#) encore plus restrictive en 2016.

Piotr Drygas, faisait déjà partie des mobilisés à l'époque. Il est étudiant en philosophie, a 26 ans, et confirme n'avoir pas bénéficié d'éducation sexuelle sur les bancs de l'école : « *Il faudrait en faire une priorité, cela permettrait de réduire le nombre d'avortements et chacun serait plus épanoui dans sa vie personnelle* ». Ce militant pour les droits des femmes estime que « *les sociétés féministes qui accordent les mêmes droits aux femmes qu'aux hommes et autorisent l'avortement, sont plus performantes économiquement* ». De quoi expliquer l'écriteau qu'il brandit fièrement :

« La liberté d'un pays se mesure à celle de ces femmes ».

Même argument du côté de chez Aurimas Pranskevičius, un ressortissant lituanien qui n'a pas encore le droit de vote en Pologne, mais qui y vit depuis 10 ans, marié à une polonaise. « *Les femmes doivent avoir le droit de décider de faire ce qu'elles veulent de leur corps* ». Cet « émigrant de l'amour », comme il aime se définir, se remet en marche, direction le QG du PiS, le parti Droit et Justice, au pouvoir depuis 2010. « *La seule manière de faire changer les mentalités, c'est de discuter entre amis, entre voisins* », conclut le père de famille.